

**Conseil économique et social**

Distr. limitée  
23 avril 2012  
Français  
Original: anglais

---

**Commission pour la prévention du crime  
et la justice pénale****Vingt et unième session**

Vienne, 23-27 avril 2012

Point 5 de l'ordre du jour provisoire\*

**Intégration et coordination de l'action de l'Office des**

**Nations Unies contre la drogue et le crime et des États Membres  
dans le domaine de la prévention du crime et de la justice pénale**

**Colombie: projet de résolution révisé****Renforcement de la coopération internationale pour faire face aux  
liens entre la criminalité transnationale organisée, la menace  
terroriste mondiale et le trafic de drogues**

*La Commission pour la prévention du crime et la justice pénale,*

*Tenant compte* de la résolution 64/179 de l'Assemblée générale en date du 18 décembre 2009, dans laquelle l'Assemblée considérait que la lutte contre la criminalité transnationale organisée et le terrorisme était une responsabilité commune et partagée, et insistait sur la nécessité de s'employer collectivement à prévenir et à combattre la criminalité transnationale organisée, la corruption et le terrorisme sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations,

*Soulignant* qu'au douzième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale, tenu à Salvador (Brésil) en 2010, les États ont reconnu les liens croissants entre la criminalité transnationale organisée et le trafic de drogues dans le contexte du problème mondial de la drogue et, à ce propos, insisté sur l'urgente nécessité pour tous les États de renforcer la coopération bilatérale, régionale et internationale s'ils voulaient agir efficacement contre les problèmes que posaient ces liens<sup>1</sup>,

---

\* E/CN.15/2012/1.

<sup>1</sup> *Déclaration de Salvador sur des stratégies globales pour faire face aux défis mondiaux: les systèmes de prévention du crime et de justice pénale et leur évolution dans un monde en mutation*, résolution 65/230 de l'Assemblée générale, annexe, par. 47.



*Rappelant* les dispositions de la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>2</sup> relatives aux liens entre le trafic illicite et d'autres activités criminelles organisées,

*Tenant compte* du rapport publié en 2010 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur la mondialisation de la criminalité et l'évaluation de la menace que faisait planer la criminalité transnationale organisée<sup>3</sup>,

*Tenant compte également* des engagements pris par les Parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, adoptée en 2000, et aux Protocoles s'y rapportant<sup>4</sup>, à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>5</sup>, à la Convention de 1971 sur les substances psychotropes<sup>6</sup>, à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988 et aux 18 instruments internationaux de lutte contre le terrorisme, ainsi que dans la Stratégie antiterroriste mondiale des Nations Unies<sup>7</sup>,

*Soulignant* la nécessité de renforcer les mesures internationales, régionales et nationales visant à améliorer la coopération pour faire face à la complexité, la diversité et l'évolution du problème mondial de la drogue et aux liens que ce dernier entretient avec des infractions connexes, comme il est indiqué au paragraphe 28 de la Déclaration politique et du Plan d'action sur la coopération internationale en vue d'une stratégie intégrée et équilibrée de lutte contre le problème mondial de la drogue<sup>8</sup> que l'Assemblée générale a adoptés par sa résolution 64/182 du 18 décembre 2009,

*Considérant* qu'à l'heure actuelle la criminalité transnationale organisée, sous ses différentes formes et dans ses différentes manifestations et selon les contextes nationaux et régionaux, présente des liens et des connexions manifestes avec le terrorisme et le trafic de drogues,

*Constatant* que les menaces et phénomènes attentatoires à la sécurité des États, comme la criminalité transnationale organisée et le terrorisme, que favorisent les bénéfices considérables tirés du trafic de drogues, compromettent la gouvernabilité des États, entravent le développement économique et social et affaiblissent les institutions démocratiques,

*Profondément préoccupée* par les effets préjudiciables du problème mondial de la drogue, de la criminalité organisée et du terrorisme sur les droits de l'homme, la primauté du droit, la sécurité des États et le développement, ainsi que par la complexité, la diversification et le caractère transnational de la criminalité organisée et les liens que cette dernière entretient avec les activités terroristes,

---

<sup>2</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1582, n° 27627.

<sup>3</sup> *The Globalization of Crime: A Transnational Organized Crime Threat Assessment* (publication des Nations Unies, numéro de vente: E.10.IV.6).

<sup>4</sup> Ibid., vol. 2225, 2237, 2241 et 2326, n° 39574.

<sup>5</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 976, n° 14152.

<sup>6</sup> Ibid., vol. 1019, n° 14956.

<sup>7</sup> Résolution 60/288 de l'Assemblée générale.

<sup>8</sup> Voir *Documents officiels du Conseil économique et social, 2009, Supplément n° 8 (E/2009/28)*, chap. I, sect. C.

*Constatant* la violence croissante qu'engendrent les activités des groupes criminels impliqués dans le commerce des drogues illicites,

1. *Exprime* sa profonde préoccupation face aux liens étroits qui, d'après le rapport publié en 2010 par l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime sur la mondialisation de la criminalité et l'évaluation de la menace que faisait planer la criminalité transnationale organisée<sup>9</sup> et selon les contextes nationaux et régionaux, existent entre les différentes formes et manifestations de la criminalité transnationale organisée, les activités des groupes terroristes et la production et le trafic illicites de drogues;

2. *Souligne* la nécessité de renforcer d'urgence la coopération internationale pour affronter les graves menaces que présente l'association entre les différentes formes et manifestations de la criminalité transnationale organisée, les activités des groupes terroristes et la production et le trafic illicites de drogues;

3. *Exhorte* les États à redoubler d'efforts pour mettre en œuvre des régimes et des mécanismes institutionnels appropriés, ainsi que des programmes de coopération internationale, et à promouvoir la coopération entre les services nationaux de détection et de répression pour combattre la criminalité transnationale organisée sous toutes ses formes et dans toutes ses manifestations, le terrorisme et le trafic de drogues afin d'apporter une riposte adéquate aux menaces que représentent la diversification, le financement et le caractère transnational de la criminalité organisée;

4. *Encourage* les États parties à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée<sup>10</sup>, à la Convention unique sur les stupéfiants de 1961 telle que modifiée par le Protocole de 1972<sup>11</sup>, à la Convention de 1971 sur les substances psychotropes<sup>12</sup>, à la Convention des Nations Unies contre le trafic illicite de stupéfiants et de substances psychotropes de 1988<sup>13</sup> et à la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme<sup>14</sup> à tirer parti des nombreuses possibilités qu'offrent ces instruments internationaux pour renforcer la coopération internationale dans la lutte contre la criminalité organisée et les liens qu'elle entretient avec le terrorisme et le trafic de drogues;

5. *Souligne* qu'il importe de recenser et d'échanger les connaissances, les expériences et les bonnes pratiques nationales, régionales et internationales permettant de lutter efficacement contre les effets des liens entre les différentes formes et manifestations de la criminalité transnationale organisée, le financement du terrorisme et le problème mondial de la drogue sur la stabilité, la sécurité et le développement des États.

---

<sup>9</sup> Publication des Nations Unies, numéro de vente: E.10.IV.6).

<sup>10</sup> Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 2225, n° 39574.

<sup>11</sup> Ibid., vol. 976, n° 14152.

<sup>12</sup> Ibid., vol. 1019, n° 14956.

<sup>13</sup> Ibid., vol. 1582, n° 27627.

<sup>14</sup> Ibid., vol. 2178, n° 38349.